



Organisation de Coopération et de Développement Économiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

Français

GOUVERNANCE PUBLIQUE ET DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL
COMITE DE GOUVERNANCE PUBLIQUE

ENQUÊTE DE L'OCDE
SUR LES PRATIQUES ET PROCEDURES BUDGETAIRES

Pour plus d'informations veuillez contacter Ian Hawkesworth
Courriel: ian.hawkesworth@oecd.org; Tel +33 (0) 1 45 24 16 32

Table des matières

1. Vue d'ensemble et objectifs du projet	5
2. Publication des informations	5
3. Instructions	6
4. Date limite	6
5. Contacts pour le projet	6
6. Réponses	7
PREMIÈRE PARTIE: INFORMATIONS GÉNÉRALES.....	10
1. Où sont situées les fonctions de l'autorité budgétaire centrale?	10
2. Qui est à la tête de l'autorité budgétaire centrale? le plus haut responsable en charge du budget?	10
3. Combien de personnes travaillent au sein de l'autorité budgétaire centrale?	10
4. Quelle est la base légale de ce qui suit?	11
DEUXIÈME PARTIE: FORMULATION BUDGÉTAIRE	12
5. Lequel des acteurs suivants est chargé de développer les hypothèses économiques utilisées pour le budget?	12
6. Laquelle des organisations suivantes est chargée d'établir des révisions indépendantes des hypothèses économiques utilisées pour le budget?	12
7. La méthodologie utilisée pour l'établissement des hypothèses économiques est-elle du domaine public? ...	12
8. L'analyse de la sensibilité budgétaire des hypothèses économiques est-elle incluse dans la documentation budgétaire?	12
9. Quelle est la fréquence des révisions des estimations budgétaires (dépenses et recettes) lors d'une année fiscale?	13
10. Dans quelle mesure les risques budgétaires liés aux dotations sont-ils évalués dans la documentation budgétaire?	13
11. Dans la documentation budgétaire présentée au parlement, les dépenses soumises aux actuelles lois et politiques se distinguent-elles des nouvelles politiques?	13
12. Quelle est la périodicité des projections budgétaires à long terme?	13
Combien d'années ces projections couvrent-elles normalement?	13
1. Quels types d'analyses budgétaires à long terme sont utilisés?	13
2. Lors de la création du budget, existe-t-il des règles budgétaires limitant la politique budgétaire?	14
16. La documentation budgétaire annuelle soumise au parlement, comporte-t-elle des estimations de dépenses pluriannuelles?	16
17. Combien d'années les estimations de dépenses pluriannuelles couvrent-elles (incluant le budget à venir)?	17
18. Sur quelle fréquence les estimations de dépenses pluriannuelles sont-elles mises à jour?	17
19. Sur quelles bases, le cas échéant, extrapolez-vous les estimations de dépenses pluriannuelles?	17
20. Existe-t-il des objectifs ou plafonds pluriannuels de dépenses?	17
21. Combien d'années les objectifs/plafonds couvrent-ils (incluant le budget à venir)?	17
22. Sur quelle fréquence les objectifs/plafonds sont-ils révisés?	17
23. L'autorité budgétaire centrale impose-t-elle des limites (plafonds) aux demandes préliminaires de dépenses ministérielles?	17
24. Quel genre d'informations contient la circulaire budgétaire annuelle émise par l'autorité budgétaire centrale et visant à guider les préparations des propositions budgétaires/estimations budgétaires?	18
25. En pratique, quel est le calendrier suivi pour le projet du processus d'établissement du budget?	18
26. En pratique, lors de la préparation du processus d'établissement du budget, comment les différends entre les ministères dépensiers et l'autorité budgétaire centrale sont-ils généralement résolus? Différends non résolus au niveau des fonctionnaires	18
27. Le budget du gouvernement central est-il divisé entre budget d'investissement et budget de fonctionnement?	19
28. Comment le parlement finance-t-il les projets d'investissements qui s'étalent sur plusieurs années?	19
29. En pratique, laquelle des options suivantes décrit le plus précisément l'établissement du budget du pouvoir	

judiciaire?	19
30.En pratique, laquelle des options suivantes décrit le plus précisément l'établissement du budget de l'instance suprême d'audit?	19
31.En pratique, laquelle des options suivantes décrit le plus précisément l'établissement du budget du parlement?	19

TROISIÈME PARTIE: L'ADOPTION DU BUDGET

32.Si le parlement se compose de plus d'une assemblée, quels sont les pouvoirs relatifs que chacune d'entre elles exerce sur le budget?	20
33.Selon les différents types de commissions chargées du budget ci-dessous, veuillez indiquer laquelle des deux assemblées est chargée des dispositions suivantes.	20
34.Existe-t-il auprès du parlement un organisme de recherche budgétaire spécialisé qui procède à des analyses du budget?	20
35.Parmi les éléments suivants, lesquels sont inclus dans les documents de la présentation budgétaire destinée au parlement?	21
36.Le parlement a-t-il la possibilité de débattre/discuter officiellement de l'ensemble de la politique budgétaire?	21
37.Le parlement vote-t-il la totalité des dépenses avant de voter les dotations particulières?	21
38.Dans le budget, combien de lignes budgétaires sont affectés aux dotations?	21
Quelle est la flexibilité de ces périodes? Veuillez fournir toute information complémentaire dans l'encadré ci-dessous	22
39.Quels sont les pouvoirs du parlement d'amender le budget présenté par le gouvernement?.....	22
40.Quel a été le pourcentage des modifications apportées par le parlement au budget présenté par le gouvernement?.....	22
41.Mis à part les pouvoirs du parlement d'amender le budget, le vote du budget est-il considéré comme un vote de confiance dans le gouvernement?	22
42.Si le budget n'est pas adopté par le parlement avant le début de l'année fiscale, laquelle des situations suivantes décrit le mieux les conséquences?.....	23
43.Le gouvernement dispose-t-il du droit de veto sur le budget adopté par le parlement?	23
44.Quels types de dépenses extrabudgétaires existe-t-il dans votre pays?.....	23
45.Quel est approximativement le pourcentage de la dépense extrabudgétaire par rapport aux dépenses totales du budget du gouvernement central?	24
46.Si applicable, qu'est ce qui définit un public contingent liability?.....	24
47.Are Government's contingent liabilities noted in the budget documentation (or in other documents) presented to the Legislature?.....	24

4. QUATRIÈME PARTIE: EXÉCUTION DU BUDGET 25

48. Vos agences/organismes gouvernementaux se voient-ils attribuer des dotations forfaitaires?	25
49.Les agences/organismes gouvernementaux doivent-ils acquitter un droit pour utiliser des actifs fixes?	25
50.Le gouvernement dispose-t-il du pouvoir d'aggraver les dépenses après que le budget ait été adopté par le parlement?.....	25
51.Le gouvernement dispose-t-il du pouvoir de supprimer/annuler une dépense après que le budget ait été adopté par le parlement??	26
52.Les ministres, sous leur responsabilité, sont-ils autorisés à réallouer/redéployer les dotations d'une ligne budgétaire à une autre?	26
53.Les ministres sont-ils autorisés à reporter d'une année sur l'autre les fonds ou dotations inutilisés?	27
54.Les ministres/organismes gouvernementaux sont-ils autorisés à prélever par anticipations sur les dotations futures?	27
55.Durant l'année fiscale, quelle est la fréquence de publication des informations sur les recettes et dépenses en cours?	28
56.Peut-il y avoir un dépassement avant que les lois de finances rectificatives/budget ne soient adoptés par le parlement?	28
57.Combien de lois de finances rectificatives ou lois de dotations ont été présentées les deux dernières années?	28
58.Quels sont les principaux facteurs ayant exigé des lois de finances rectificatives?	28
59.Durant la dernière année fiscale, quel a été le pourcentage des dépenses inscrites dans les lois de finances rectificatives par rapport au total des dépenses prévues dans le budget initial?.....	28
60.La loi de finances annuelle prévoit-elle un fonds central de réserve pour faire face à des dépenses imprévues?	29
61.Sur quelle base les éléments suivants sont-ils présentés au parlement?.....	30
62.Comment les normes comptables techniques pour le budget et autres documents associés et les normes	

comptables techniques pour les états financiers sont-elles déterminées?	30
63.Existe-t-il un système pour tarifier les biens et les services fournis par un organisme gouvernemental à un autre?	31
64.De manière générale, les gestionnaires des organismes gouvernementaux peuvent-ils conserver le produit des économies résultant d'une meilleure efficacité qui leur est imputable pour engager d'autres dépenses? ..	31
65.Les ministères possèdent-ils des unités d'audit internes?	31
66.Quel pourcentage des dépenses budgétaires annuelles du gouvernement central est dédié à des contrôles sur les résultats et le bon usage de l'argent public par l'instance suprême d'audit?	32
67.Selon les dispositions légales établies, à quel organe l'instance suprême d'audit fournit-elle ses rapports? ..	32
68.Les conclusions de l'instance suprême d'audit sont -elles du domaine public?	32
69.Quand les comptes contrôlés par l'instance suprême d'audit sont-ils accessibles au public?	32

CINQUIÈME PARTIE: INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS 33

70.Quels types d'informations sur les résultats sont fournies pour apprécier les résultats non financiers du gouvernement?	33
71.Quels types d'évaluations sont commissionnées et/ou dirigées par les institutions suivantes?	33
72.Quels types de mesures de performance non financières ont été développées par le gouvernement central?33	
73.Quelle année, le gouvernement a-t-il pris l'initiative d'établir d'importantes mesures de performance (produits et/ou résultats)?.....	34
74.Combien le budget compte-t-il approximativement d'objectifs de performance?	34
75.Les dépenses sont-elles liées aux objectifs ou but des performance?	34
76.Qui est responsable de fixer les objectifs de performance?	35
77.Qui est responsable de la mise en oeuvre des objectifs de performance?	35
78.Qui est responsable de la mise en oeuvre des objectifs de performance lorsque ceux-ci transcendent les frontières des organisations administratives?.....	35
79.Si les ministères/organismes gouvernementaux doivent présenter une rapport comparant le objectifs aux performance, à quel organe présentent-ils leur rapport?	35
80.Le rapport comparant les objectifs aux performance est-il souvent présenté au parlement?	36
81.Le rapport comparant les objectifs aux performance est-il du domaine public?	36
82.Les informations de résultats font-elles partie des discussions/négociations budgétaires entre l'autorité budgétaire centrale et les ministères dépensiers?	36
83.De quelle manière les informations de résultats sont généralement utilisées par les deux acteurs suivants? 37	
84.Si les objectifs de performance ne sont pas réalisés, dans quelle mesure les conséquences suivantes sont-elles déclenchées?	41
85.Si les évaluations indiquent une faible performance, dans quelle mesure les conséquences suivantes sont-elles déclenchées?	41
86.Avec quelle fréquence les acteurs suivants utilisent-ils les informations de résultats dans leur prises de décisions budgétaires?	43
87.Lorsque la comparaison performance et objectifs est utilisée par l'autorité budgétaire centrale lors du processus d'établissement du budget, comment est-elle utilisée et avec quelle fréquence?	43
88.Lorsque les résultats des évaluations sont utilisés par l'autorité budgétaire centrale lors du processus d'établissement du budget, comment sont-ils utilisés et avec quelle fréquence?	44

ENQUÊTE DE L'OCDE SUR LES PRATIQUES ET PROCÉDURES BUDGÉTAIRES

Informations préliminaires

L'OCDE a révisé l'Enquête sur les Pratiques et Procédures Budgétaires de 2003 et la mettra à jour durant 2006 et 2007. A l'automne 2005, une enquête pilote destinée aux pays d'Amérique Latine a été réalisée grâce aux subventions de la Banque Interaméricaine de Développement. En se basant sur cette étude pilote et la révision du reste du questionnaire original, le questionnaire suivant a été rédigé. Ce dernier se veut plus concis et plus précis que l'enquête de 2003 tout en couvrant tous les aspects essentiels du processus d'établissement du budget.

Ce questionnaire a été réalisé par la division Budgétisation et dépenses publiques appartenant à la Direction de la gouvernance publique de l'OCDE. Il a été révisé à niveau mondial par des experts dans le domaine de la budgétisation et de la gestion publique et par le Groupe pour la Politique Publique à la *London School of Economics*.

1. Vue d'ensemble et objectifs du projet

Le but de ce projet est de réviser et de réactualiser la base de données actuelle. Cette révision permettra:

- D'aider au développement de pratiques et standards communs;
- Fournir une base de données accessible et gratuite favorisant l'apprentissage mutuel des pratiques et procédures budgétaires;
- L'accès à des informations actualisées sur les pratiques et procédures budgétaires;
- L'accès à une analyse comparative des tendances et changements des pratiques budgétaires au cours du temps;
- Fournir des données permettant des analyses plus documentées et le développement de mesures quantitatives et qualitatives.

La nouvelle base de données révisée sera une ressource unique et complète pour les membres de gouvernements, les législateurs, les académiciens et les organisations non gouvernementales. Elle leur fournira des analyses bien documentées et des mesures quantitatives leur permettant d'établir des comparaisons sur les différentes pratiques nationales. Elle sera accessible à tous gratuitement et sans restriction aucune. Enfin, les données collectées permettront à l'OCDE, ainsi qu'à d'autres parties intéressées, de réaliser des analyses substantielles et de rédiger des rapports sur les récentes tendances budgétaires.

2. Publication des informations

Tous les résultats de l'enquête seront **accessibles au public**

AVANT DE COMPLÉTER LE QUESTIONNAIRE VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT LES INSTRUCTIONS SUIVANTES

3. Instructions

- Pour compléter plus rapidement l'enquête et faciliter la comparaison entre les différents pays, le questionnaire se présente - à quelques exceptions près - sous forme de QCM: pour chaque question, veuillez cocher la ou les case(s) correspondante(s) à votre ou vos réponse(s).
- Dans la mesure du possible, veuillez choisir parmi les réponses proposées. N'utilisez la catégorie *Autre* que si les pratiques de votre pays sont substantiellement différentes à celles proposées dans les choix possibles.
- Si une question vous semble sans importance ou si vous avez des difficultés à y répondre, vous pouvez passer à la question suivante.
- Sauf demande contraire, les réponses doivent se rapporter à la pratique actuelle de votre pays.
- A la fin de chaque section, ou dans des encadrés prévus à cet effet, vous êtes encouragés à apporter des informations supplémentaires à vos réponses.
- Les mots ou phrases en rouge sont définies dans le glossaire. Les termes et concepts y sont classés par ordre alphabétique. Il serait utile d'imprimer le glossaire avant de répondre à l'enquête.

4. Date limite

Nous vous serions reconnaissant de compléter l'enquête le _____ au plus tard et de bien vouloir en informer l'OCDE par courriel lorsque vous estimerez que l'enquête pour votre pays est complète et précise.

5. Contacts pour le projet

Si vous rencontrez des problèmes d'accès au site web ou tout autre problème technique, veuillez contacter:

L'équipe de Support Technique, Courriel: info@oecdbudgetsurvey.org

Pour toute demande de renseignements concernant les questions, veuillez contacter:

Ian Hawkesworth, Courriel: ian.hawkesworth@oecd.org Tél: +33 (0) 1 45 24 16 32

6. Réponses

L'enquête peut être soit complétée directement sur l'Internet (www.oecdbudgetsurvey.org) en format *Word*, soit sur papier. Nous préférons néanmoins qu'elle soit directement remplie sur l'Internet. **L'accès à cette enquête sur le site web de l'OCDE est strictement limité aux coordonnateurs ayant reçu un mot de passe leur permettant de compléter le questionnaire pour leur pays.**

Si vous préférez nous faire parvenir l'enquête sous format *Word* en pièce jointe ou sur papier, veuillez la renvoyer complétée par courriel ou par courrier postal à l'adresse ci-dessous:

Ian Hawkesworth

OECD/OCDE
Division Budgétisation et Dépenses Publiques
Direction de la Gouvernance Publique et du Développement Territorial
2, Rue Andre-Pascal
75775 Paris Cedex 16, France

Courriel: ian.hawkesworth@oecd.org Fax: +33 1 44 30 63 34

N'hésitez pas à joindre à ce questionnaire tout document que vous jugerez utile à l'enquête.

INFORMATION SOURCE ET CONTACTS

Veillez compléter la section suivante avant le questionnaire. S'il y a plusieurs noms, veuillez les rajouter ci-dessous.

Source

Ministère/Agence/Département:

Pays:

Contact

Nom:

Prénom:

Civilité (M./Mme./Mlle.)

Position/Titre:

Ministère/Agence/Département:

Pays:

Superviseur (le cas échéant)

Adresse:

Tél. professionnel:

Fax:

Courriel:

**ENQUÊTE DE L'OCDE
SUR LES PRATIQUES ET
PROCEDURES BUDGETAIRES**

PREMIÈRE PARTIE: INFORMATIONS GÉNÉRALES

Organisation de l'autorité budgétaire centrale

1. Où sont situées les fonctions de l'autorité budgétaire centrale?

- Ministère des Finances
- Cabinet du chef du gouvernement
- Cabinet du Président
- Cabinet du Premier Ministre
- Agence indépendante
- L'autorité budgétaire centrale est divisée entre deux agences ou plus
- Autre, précisez _____

Veillez préciser le nom de l'autorité budgétaire centrale et fournir, le cas échéant, plus de détails

2. Qui est à la tête de l'autorité budgétaire centrale? Le plus haut responsable en charge du budget?

- Une nomination politique- il ou elle change généralement avec le gouvernement
- Un haut fonctionnaire – il ou elle ne change généralement pas avec le gouvernement
- Autre, précisez _____

3. Combien de personnes travaillent au sein de l'autorité budgétaire centrale?

Veillez fournir une estimation du nombre de personnes employées à temps plein

EN CHIFFRES

Cadre Légal

4. Quelle est la base légale de ce qui suit?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

	Constitution	Législation	Lois internes	Pas de base formelle
La forme et la structure du budget annuel et sa législation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Calendrier du processus d'établissement du budget annuel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Rôles et responsabilités des différentes parties du pouvoir Exécutif dans la formulation du budget et son exécution	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Rôles et responsabilités des pouvoirs Législatif et Exécutif dans le processus d'établissement du budget	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Prise de dispositions lorsque le budget n'est pas approuvé au début de l'année fiscale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Obligation d'une autorisation législative de dépense	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Obligation d'une autorisation législative de taxation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Règles d'utilisation des crédits d'urgence ou des réserves	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Obligation d'audit ou contrôle des comptes du gouvernement par l'instance suprême d'audit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Obligation d'audit ou contrôle des ministères dépensiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Gestion et rapports sur les dépenses extrabudgétaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

DEUXIÈME PARTIE: FORMULATION BUDGÉTAIRE

Prévisions Macroéconomiques

5. *Lequel des acteurs suivants est chargé de développer les hypothèses économiques utilisées pour le budget?*

- L'autorité budgétaire centrale
- Le Ministère des finances
- Le cabinet du Président
- Le cabinet du Premier Ministre
- Le parlement ou autre corps législatif
- Un panel d'experts économiques désignés par le gouvernement
- Un corps indépendant du gouvernement, précisez lequel _____
- Le secteur privé, précisez _____
- Autre, précisez _____

6. *Laquelle des organisations suivantes est chargée d'établir des révisions indépendantes des hypothèses économiques utilisées pour le budget?*

- Il n'existe pas de révisions indépendantes des hypothèses économiques utilisées pour le budget
- Un panel indépendant ou similaire
- L'instance suprême d'audit
- Le parlement ou autre corps législatif
- Autre, veuillez préciser _____

7. *La méthodologie utilisée pour l'établissement des hypothèses économiques est elle du domaine public?*

- Non
- Oui, mais uniquement accessible à certaines parties du parlement
- Oui, elle est disponible au public sur simple demande
- Oui, elle est publiée
- Autre, veuillez préciser _____

8. *L'analyse de la sensibilité budgétaire des hypothèses économiques est-elle incluse dans la documentation budgétaire?*

L'analyse de la sensibilité budgétaire mesure les effets fiscaux d'hypothèses macroéconomiques alternatives

- Non
- Oui, une analyse complète est incluse
- Oui, mais seulement pour certaines activités.
Veuillez préciser _____

Projections budgétaires

9. Quelle est la fréquence des révisions des estimations budgétaires (dépenses et recettes) lors d'une année fiscale?

[MENU DÉROULANT: HEBDOMADAIRE, MENSUELLE, TRIMESTRIELLE, SEMESTRIELLE, ANNUELLE, AUTRE INTERVALLE RÉGULIER, SUR UNE BASE AD HOC, NON REVISÉES]

10. Dans quelle mesure les risques budgétaires liés aux dotations sont-ils évalués dans la documentation budgétaire?

- Les risques budgétaires ne sont pas évalués
- L'évaluation s'effectue sur une base ad hoc
- L'évaluation suit une test de matérialité (seuls les risques liés à des programmes avec certains niveaux de dépenses)
- L'évaluation est complète
- Autre, Veuillez préciser _____

11. Dans la documentation budgétaire présentée au parlement, les dépenses soumises aux actuelles lois et politiques se distinguent-elles des nouvelles politiques?

- Non
- Oui, mais pas dans tous les cas
- Oui, clairement
- Autre, Veuillez préciser _____

12. Quelle est la périodicité des projections budgétaires à long terme?

[MENU DÉROULANT: Chaque année; Tout les 2 ans; Tout les 3 ans; ... Tout les 10 ans; Sur une base ad hoc; Pas de projections fiscales à long terme]

Combien d'années ces projections couvrent-elles normalement?

[MENU DÉROULANT: Non applicable; plus de 10 ans; 11-20 ans; 21-30 ans; 31-40 ans ; 41-50 ans; 51 -60 ans, 61-70 ans, 71-80 ans, 81-90 ans, 91-100 ans]

13. Quels types d'analyses budgétaires à long terme sont utilisés?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Projections détaillées des recettes, dépenses et excédents
- Estimation des recettes, dépenses et excédents à venir (par exemple l'analyse du déficit budgétaire)
- Comptes intergénérationnels
- Analyse du bilan
- Autre, Veuillez préciser _____

Veuillez fournir toute information complémentaire dans le cadre ci-dessous

Règles budgétaires

Une règle budgétaire est une astreinte pluriannuelle applicable à un agrégat budgétaire (dépenses, recettes, équilibre budgétaire ou endettement). Les questions suivantes sont similaires à l'enquête menée en 2006 par l'UE sur les règles budgétaires.

14. Lors de la création du budget, existe-t-il des règles budgétaires limitant la politique budgétaire?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Non (passez à la question 16)
- Oui, des règles pour les dépenses
- Oui, des règles pour les recettes
- Oui, des règles pour le solde budgétaire (excédent/déficit)
- Oui, des règles pour l'endettement
- Autre, veuillez préciser _____

Veuillez citer toutes les règles budgétaires de votre pays dans l'encadré ci-dessous

Chaque règle budgétaire cochée donnera lieu à une série de questions standard la concernant. Les questions sont les suivantes:

15 b Quelle est la durée de la règle budgétaire?

En référence au nombre d'années durant lesquelles la loi impose son astreinte.

- 1 an
- 2 ans
- 3 ans
- Plus de 3 ans
- Durant tout le cycle économique
- Autre, veuillez préciser _____

15 c Quelles parties du gouvernement sont soumises à la règle budgétaire?

- L'ensemble du gouvernement
- Le gouvernement central
- Le gouvernement régional
- Le gouvernement local
- Les fonds extrabudgétaires
- Autre, veuillez préciser _____

15 d Qui définit la règle budgétaire?

- Elle n'est pas clairement définie
- La Constitution
- Le parlement
- Des accords formels entre différents organes du gouvernement
- Un engagement politique du gouvernement
- Autre, veuillez préciser _____

15 e Qui se charge de veiller à la conformité de la règle budgétaire?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Il n'y a pas de surveillance de la conformité de la règle budgétaire
- L'autorité budgétaire centrale
- L'instance suprême d'audit
- Le parlement ou un autre corps législatif
- Un autre corps indépendant, veuillez préciser _____
- Autre, veuillez préciser _____

15 f Dans le cas de non conformité à la règle budgétaire, quelles sont les mesures prises?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Les mesures ne sont pas définies au préalable
- Une proposition de mesures rectificatives doit être présentée au parlement
- Le gouvernement ou ministère responsable doit mettre en place des mesures rectificatives
- Il existe un mécanisme automatique de rectification, veuillez préciser _____
- Des sanctions sont envisageables, veuillez préciser _____
- Il y a automatiquement des sanctions, veuillez préciser _____
- Autre, veuillez préciser _____

En plus des questions standard ci-dessus, il y aura une question spécifique (15a) correspondant à chaque type de règle :

Règle pour les dépenses

15 a Quel est l'objectif de cette règle?

- La règle vise un plafond nominal de dépenses
- La règle vise un plafond réel de dépenses
- La règle vise un taux de croissance nominal de dépenses
- La règle vise un taux de croissance réel de dépenses
- La règle vise une dépense particulière au ratio PIB
- Autre, veuillez préciser _____

Puis 15 b
15 c
15 d
15 e
15 f

Règle pour les recettes

15 a Quel est l'objectif de cette règle?

- Cette règle impose des astreintes à l'attribution de recettes supérieures à celles espérées normalement. Veuillez préciser _____
- Cette règle impose des astreintes aux développements du ratio impôt/PIB. Veuillez préciser _____
- Autre, veuillez préciser _____

Puis 15 b
15 c
15 d
15 e

15 f

Règle pour le solde budgétaire (incluant les règles d'équilibre du budget et les "règles d'or")

15 a *Quel est l'objectif de cette règle?*

- La règle vise un solde budgétaire particulier en valeur nominale
- La règle vise un solde budgétaire particulier en pourcentage du PIB
- La règle vise un solde budgétaire particulier corrigé des fluctuations cycliques ou en valeur structurelle, en pourcentage du PIB
- La règle vise un solde budgétaire particulier en pourcentage du PIB dans une tranche de valeurs dépendant de la croissance
- La règle vise une augmentation donnée du solde budgétaire (en % du PIB)
- La règle vise une augmentation donnée du solde budgétaire corrigé des fluctuations cycliques ou en valeur structurelle (en % du PIB)
- Autre, veuillez préciser _____

Puis 15 b
15 c
15 d
15 e
15 f

Règle pour l'endettement

15 a *Quel est l'objectif de cette règle?*

- La règle vise un montant particulier des dettes en valeur nominale
- La règle vise un ratio particulier dette/PIB
- La règle vise une réduction donnée du ratio dette/PIB
- La règle établit un plafond à la dette du gouvernement (ou un secteur particulier) en valeur ou en % du PIB
- Autre, veuillez préciser _____

Autre règle non citée ci-dessus

15 b
15 c
15 d
15 e
15 f

Budgétisation à moyen terme

16. La documentation budgétaire annuelle soumise au parlement, comporte-t-elle des estimations de dépenses pluriannuelles?

- Non
- Oui, au niveau des agrégats
- Oui, au niveau ministériel
- Oui, au niveau des lignes budgétaires
- Autre, veuillez préciser _____

17. Combien d'années les estimations de dépenses pluriannuelles couvrent-elles (incluant le budget à venir)?

[MENU DÉROULANT: 2 ans; 3 ans; 4 ans; 5 ans; 6 ans; 7 ans; 8 ans; 9 ans; 10 ans]

18. Sur quelle fréquence les estimations de dépenses pluriannuelles sont-elles mises à jour?

[MENU DÉROULANT: ANNUELLEMENT, TOUS LES 2 ANS, TOUS LES 3 ANS...TOUS LES 10 ANS, Autre, veuillez préciser_____]

19. Sur quelles bases, le cas échéant, extrapolez-vous les estimations de dépenses pluriannuelles?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Les dépenses pour les années à venir sont basées sur la législation actuelle
- Les dépenses pour les années à venir sont basées sur les changements législatifs par anticipation
- Les dépenses pour les années à venir ne changent pas en valeur nominale
- Les dépenses pour les années à venir ne changent pas en valeur réelle
- Les dépenses pour les années à venir sont ajustées selon les prévisions macroéconomiques officielles
- Les dépenses pour les années à venir sont ajustées selon les changements démographiques
- Autre, veuillez préciser_____

20. Existe-t-il des objectifs ou plafonds pluriannuels de dépenses?

- Non, il n'existe pas de tels objectifs ou plafonds
- Oui, il existe des objectifs ou plafonds globaux
- Oui, il existe des objectifs ou plafonds pour chaque ministère
- Oui, il existe des objectifs ou plafonds pour les lignes budgétaires
- Autre, veuillez préciser_____

21. Combien d'années les objectifs/plafonds couvrent-ils (incluant le budget à venir)?

[MENU DÉROULANT: 2 ans; 3 ans; 4 ans; 5 ans; 6 ans; 7 ans; 8 ans; 9 ans; 10 ans]

22. Sur quelle fréquence les objectifs/plafonds sont-ils révisés?

[MENU DÉROULANT: Tous les ans; Tous les 2 ans; Tous les 3 ans; Après chaque élection; A chaque nouveau gouvernement]

Négociations du budget du gouvernement

23. L'autorité budgétaire centrale impose-t-elle des limites (plafonds) aux demandes préliminaires de dépenses ministérielles?

- Non, il n'existe pas de limites établies
- Non, il n'y a que des limites à titre indicatif
- Oui, mais uniquement pour certains types de dépenses (salaires par exemple) au niveau du

- chapitre budgétaire
- Oui, mais uniquement pour certains types de dépenses (salaires par exemple) au niveau des lignes budgétaires
- Oui, pour tout type de dépenses au niveau du chapitre budgétaire
- Oui, pour tout type de dépenses au niveau des lignes budgétaires
- Autre, veuillez préciser _____

24. Quel genre d'informations contient la circulaire budgétaire annuelle émise par l'autorité budgétaire centrale et visant à guider les préparations des propositions budgétaires/estimations budgétaires?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Il n'existe pas de circulaire
- Un ensemble de règles destinées au processus d'établissement du budget et les principaux formulaires à utiliser
- Les prévisions macroéconomiques à utiliser dans le processus
- Informations sur les priorités gouvernementales
- Plafonds de dépenses ou objectifs
- Autre, veuillez préciser _____

25. En pratique, quel est le calendrier suivi pour le projet du processus d'établissement du budget?

Veuillez indiquer combien de mois avant le début de l'année fiscale ont lieu les étapes suivantes:

Étapes de l'élaboration du budget

L'autorité budgétaire centrale lance le processus d'établissement du budget	MENU DÉROULANT [1 A 24]
La circulaire/mémo budgétaire est envoyée aux Ministères dépenriers	MENU DÉROULANT [1 A 24]
Les objectifs de dépenses initiales sont envoyés aux ministères dépenriers	MENU DÉROULANT [1 A 24]
Début des négociations budgétaires avec les ministères dépenriers	MENU DÉROULANT [1 A 24]
Fin des négociations budgétaires avec les ministères dépenriers	MENU DÉROULANT [1 A 24]
Le cabinet approuve le budget	MENU DÉROULANT [1 A 24]

Quelle est la flexibilité de ce calendrier? Veuillez fournir toute information que vous jugez utile

26. En pratique, lors de la préparation du processus d'établissement du budget, comment les différends entre les ministères dépenriers et l'autorité budgétaire centrale sont-ils généralement résolus? Différends non résolus au niveau des fonctionnaires

- Le différend est résolu par le ministère des Finances
- Le différend est résolu par le Premier Ministre
- Le différend est résolu par le Président
- Le différend est résolu par le cabinet
- Le différend est envoyé à une commission ministérielle
- Autre, veuillez préciser _____

27. Le budget du gouvernement central est-il divisé entre budget d'investissement et budget de fonctionnement?

- Non, le budget d'investissement et le budget de fonctionnement sont confondus
- Oui, le budget d'investissement et le budget de fonctionnement sont séparés
- Autre, veuillez préciser _____

28. Comment le parlement finance-t-il les projets d'investissements qui s'étalent sur plusieurs années?

- Il alloue préalablement les fonds couvrant le coût total d'un projet sur plusieurs années
- Il finance graduellement le projet chaque année jusqu'à sa réalisation complète
- Il met en place des fonds extrabudgétaires
- Il n'existe pas de règle précise, le financement s'effectue au cas par cas
- Autre, veuillez préciser _____

29. En pratique, laquelle des options suivantes décrit le plus précisément l'établissement du budget du pouvoir judiciaire?

- Le pouvoir judiciaire établit son budget et l'autorité budgétaire centrale l'inclut dans la proposition budgétaire sans y apporter de modifications
- Le pouvoir judiciaire est soumis aux mêmes procédures et lois que tout autre organe gouvernemental inclus dans l'établissement du budget
- Le pouvoir judiciaire établit son budget et le soumet au parlement pour approbation
- Autre, veuillez préciser _____

30. En pratique, laquelle des options suivantes décrit le plus précisément l'établissement du budget de l'instance suprême d'audit?

- L'instance suprême d'audit établit son budget et l'autorité budgétaire centrale l'inclut dans la proposition budgétaire sans y apporter de modifications
- L'instance suprême d'audit est soumise aux mêmes procédures et lois que tout autre organe gouvernemental inclus dans l'établissement du budget
- L'instance suprême d'audit établit son budget et le soumet au parlement pour approbation
- Autre, veuillez préciser _____

31. En pratique, laquelle des options suivantes décrit le plus précisément l'établissement du budget du parlement?

- Le parlement établit son budget et l'autorité budgétaire centrale l'inclut dans la proposition budgétaire sans y apporter de modifications
- Le parlement est soumis aux mêmes procédures et lois que tout autre organe gouvernemental inclus dans l'établissement du budget
- Le parlement établit son budget indépendamment
- Autre, veuillez préciser _____

TROISIÈME PARTIE: L'ADOPTION DU BUDGET

Rôle du parlement

32. *Si le parlement se compose de plus d'une assemblée, quels sont les pouvoirs relatifs que chacune d'entre elles exerce sur le budget?*

- Le parlement est monocaméral
- Il existe deux assemblées jouissant du même statut en matière de budget
- Il existe deux assemblées mais seule la chambre basse est impliquée dans le processus d'établissement du budget
- Les deux assemblées sont impliquées dans le processus d'établissement du budget mais la chambre basse prédomine dans le domaine budgétaire et peut outrepasser toute mesure prise par la chambre haute
- Autre, veuillez préciser _____

33. *Selon les différents types de commissions chargées du budget ci-dessous, veuillez indiquer laquelle des deux assemblées est chargée des dispositions suivantes.*

Si votre pays ne possède qu'une seule assemblée, veuillez ne remplir que la colonne "Chambre basse"

	Chambre basse	Chambre Haute
Une seule commission est chargée de toutes les affaires relatives au budget. Des commissions sectorielles peuvent présenter des recommandations mais la commission chargée du budget n'est pas tenue de les suivre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une seule commission est chargée des affaires relatives au budget, mais des membres de commissions sectorielles peuvent assister aux réunions de la commission budgétaire lorsqu'elles traitent des dépenses les concernant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une seule commission est chargée des agrégats budgétaires (total des dépenses et recettes et leur attribution à chaque secteur) et les commissions sectorielles sont chargées des lignes de crédit sectorielles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les commissions sectorielles sont chargées des crédits respectifs de chaque secteur. Il n'existe pas de commission budgétaire ou celle-ci ne fournit qu'une assistance technique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pas d'implication formelle de la part des commissions mais celles-ci peuvent examiner certains aspects du budget	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre, veuillez préciser _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

34. *Existe-t-il auprès du parlement un organisme de recherche budgétaire spécialisé qui procède à des analyses du budget?*

- Non
- Oui, il existe un organisme de recherche budgétaire spécialisé
- Autre, veuillez préciser _____

Veuillez indiquer une estimation du nombre d'employés à temps plein travaillant dans cet organisme
ENCADRE

35. Parmi les éléments suivants, lesquels sont inclus dans les documents de la présentation budgétaire destinée au parlement?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Les objectifs de la politique budgétaire à moyen terme
- Les hypothèses macroéconomiques
- Les priorités budgétaires
- Un plan budgétaire annuel complet englobant toutes les dépenses et recettes de même que les dépenses extrabudgétaires et fonds extrabudgétaires
- Un plan budgétaire annuel complet englobant toutes les dépenses et recettes pour tous les niveaux de gouvernement (incluant le gouvernement local et régional)
- Un tableau de dépenses fiscales complet (exemptions, déductions et crédits)
- Les objectifs des performances non financières pour les programmes et/ou agences
- Les perspectives à moyen terme de la totalité des recettes et dépenses (peut-être sous forme d'un cadre des dépenses à moyen terme)
- Les perspectives à long terme de la totalité des recettes et dépenses (10 ans ou plus)
- Les dotations destinées à être votées par le parlement clairement définies
- Les liens entre les dotations et les différentes administrations (ministères, agences)
- Le texte législatif des politiques proposées dans le budget

36. Le parlement a-t-il la possibilité de débattre/discuter officiellement de l'ensemble de la politique budgétaire?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Non, l'ensemble de la politique budgétaire n'est pas débattu officiellement par le parlement
- Oui, un débat parlementaire d'orientation budgétaire à caractère officiel a lieu avant la présentation du projet de budget du gouvernement
- Oui, un débat parlementaire à caractère officiel de l'ensemble de la politique budgétaire a lieu suite à la présentation du projet de budget du gouvernement
- Aucun débat parlementaire à caractère officiel de l'ensemble de la politique budgétaire n'a lieu mais le législateur procède à des discussions avant la présentation du projet de budget du gouvernement
- Aucun débat parlementaire à caractère officiel de l'ensemble de la politique budgétaire n'a lieu mais le législateur procède à des discussions suite à la présentation du projet de budget du gouvernement
- Autre, veuillez préciser _____

37. Le parlement vote-t-il la totalité des dépenses avant de voter les dotations particulières?

- Non
- Oui

38. Dans le budget, combien de lignes budgétaires sont affectés aux dotations?

La ligne budgétaire est le niveau le plus bas et le plus détaillé par le biais duquel la loi approuve les différentes dépenses.

Veuillez fournir une estimation dans l'encadré

ENCADRE

39. En pratique, sur quelles périodes s'étalent les étapes suivantes de l'adoption du budget?

Veillez indiquer le nombre de mois avant (ou après) le début de l'année fiscale où chacune de ces étapes a lieu

Étapes de l'adoption du budget

Le budget est présenté au Parlement

[MENU DÉROULANT: de 10 mois avant à 10 mois après]

Le budget est adopté par le Parlement

[MENU DÉROULANT: de 10 mois avant à 10 mois après]

Quelle est la flexibilité de ces périodes? Veuillez fournir toute information complémentaire dans l'encadré ci-dessous

40. Quels sont les pouvoirs du parlement d'amender le budget présenté par le gouvernement?

- Le parlement dispose de tous les droits d'amendement sur le budget proposé
- Le parlement dispose du droit d'amendement sur le budget à condition de ne pas modifier l'excédent ou déficit budgétaire proposé par le gouvernement
- Le parlement dispose uniquement du droit de diminuer les dépenses/recettes déjà existantes (il ne peut par exemple pas aggraver une ligne budgétaire ou en créer une nouvelle)
- Le parlement ne propose aucun amendement; il ne peut que l'adopter ou le refuser dans sa globalité
- Autre, veuillez préciser _____

41. Quel a été le pourcentage des modifications apportées par le parlement au budget présenté par le gouvernement?

Veillez indiquer une estimation du pourcentage des modifications apportées au budget présenté au cours de l'année fiscale en cours **ENCADRE**

Veillez indiquer si cela a provoqué une aggravation ou une réduction des dépenses globales

- Aggravation des dépenses
- Réduction des dépenses

Veillez indiquer une estimation du pourcentage des modifications apportées au budget présenté au cours de l'année fiscale précédente **ENCADRE**

Veillez indiquer si cela a provoqué une aggravation ou une réduction des dépenses globales

- Aggravation des dépenses
- Réduction des dépenses

42. Mis à part les pouvoirs du parlement d'amender le budget, le vote du budget est-il considéré comme un vote de confiance dans le gouvernement?

- Non
- Oui
- Autre, veuillez préciser _____

43. Si le budget n'est pas adopté par le parlement avant le début de l'année fiscale, laquelle des situations suivantes décrit le mieux les conséquences?

- Le budget présenté par le gouvernement est adopté
- Le budget présenté par le gouvernement est adopté temporairement
- Le budget de l'année précédente est adopté temporairement
- D'autres mesures temporaires sont votées par le parlement
- Aucune dépense n'est permise sans l'approbation du parlement
- Autre, veuillez préciser _____

44. Le gouvernement dispose-t-il du droit de veto sur le budget adopté par le parlement?

- Non, il ne dispose pas de ce droit
- Oui, il dispose du droit de veto sur les lignes budgétaires
- Oui, il dispose du droit de veto sur l'ensemble du budget
- Oui, il dispose du droit de veto sur les lignes budgétaires et sur l'ensemble du budget
- Autre, veuillez préciser _____

Si le cas s'est présenté, quand le parlement a-t-il utilisé de son droit de veto pour la dernière fois?

Veuillez indiquer l'année ENCADRE

Veuillez fournir toute autre information que vous jugez utile

Les dépenses extrabudgétaires

Les dépenses extrabudgétaires sont des transactions/activités du gouvernement ne faisant pas partie des dotations annuelles par exemple, les fonds extrabudgétaires, les crédits, les garanties de crédits et les partenariats public-privé.

45. Quels types de dépenses extrabudgétaires existe-t-il dans votre pays?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

Veuillez cocher les cases correspondantes à la dépense extrabudgétaire si celle-ci est applicable (elle existe dans le pays), si elle a besoin d'une approbation du parlement et si elle est incluse dans la documentation budgétaire.

Type de dépense extrabudgétaire	Est-elle applicable?	Requiert-elle l'autorisation du parlement?	Est-elle incluse dans la documentation budgétaire?
Dépenses fiscales (exonérations, déductions ou crédits d'impôt)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fonds de sécurité sociale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Partenariats public-privé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Crédits extrabudgétaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Garanties de crédits	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fonds de la santé publique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pensions du secteur public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fonds pour les établissements de l'enseignement supérieur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fonds d'urgence	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Donations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fonds de stabilisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Dépenses financées par des crédits extérieurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dépenses militaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Comptes spéciaux gérés par le ministère des finances/Le trésor public/ l'autorité budgétaire centrale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre, veuillez préciser _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

46. Quel est approximativement le pourcentage de la dépense extrabudgétaire par rapport aux dépenses totales du budget du gouvernement central?

Veuillez indiquer une estimation du pourcentage par rapport au budget du gouvernement central
ENCADRE

47. Si applicable, qu'est ce qui définit un passif éventuel dans le secteur public?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Ce terme n'est pas défini pour le secteur public
- Garanties de crédits
- Poursuites judiciaires en attente
- Partenariats public-privé/Initiatives privées
- Dégradation de l'environnement
- Autres garanties, veuillez préciser _____
- Autre, veuillez préciser _____

48. Le passif éventuel du gouvernement apparaît-il dans la documentation budgétaire (ou dans d'autres documents) présenté au parlement?

- Non
- Oui

4. QUATRIÈME PARTIE: EXÉCUTION DU BUDGET

49. Vos agences/organismes gouvernementaux se voient-ils attribuer des dotations forfaitaires?

- Non, chaque agence/organisme gouvernemental se voit attribuer une dotation fixant les dépenses en deçà du niveau de l'agence
- Oui, chaque agence/organisme gouvernemental se voit attribuer une dotation forfaitaire uniquement pour leurs dépenses de fonctionnement, sans sous limites
- Oui, chaque agence/organisme gouvernemental se voit attribuer une dotation forfaitaire uniquement pour leurs dépenses de fonctionnement, avec une sous limite pour les salaires
- Oui, chaque agence/organisme gouvernemental se voit attribuer une dotation forfaitaire couvrant les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement, sans sous limites
- Oui, chaque agence/organisme gouvernemental se voit attribuer une dotation forfaitaire couvrant les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement, avec une sous limite pour les salaires
- Autre, veuillez préciser _____

50. Les agences/organismes gouvernementaux doivent-ils acquitter un droit pour utiliser des actifs fixes?

- Aucun frais financier n'est appliqué
- Oui, un frais financier général est appliqué
- Oui, un frais financier général est appliqué dans certains cas.
Veuillez préciser _____

Les changements en courant d'année

51. Le gouvernement dispose-t-il du pouvoir d'aggraver les dépenses après que le budget ait été adopté par le parlement?

Pour chaque type de changement, veuillez indiquer s'il s'applique, avec quelles restrictions et si une approbation est nécessaire

a. Aggravation des dépenses obligatoires

Est-ce possible?

- Non
- Oui, sans aucune restriction
- Oui, avec certaines restrictions. Veuillez préciser _____

Une approbation est-elle nécessaire?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Aucune approbation n'est nécessaire
- Une approbation de l'autorité budgétaire centrale est préalablement nécessaire
- Une approbation du parlement est préalablement nécessaire
- Une approbation de l'autorité budgétaire centrale est nécessaire par la suite
- Une approbation du parlement est nécessaire par la suite
- Autre, veuillez préciser _____

b. Aggravation des dépenses discrétionnaires

Est-ce possible?

- Non
 Oui, sans restrictions
 Oui, avec certaines restrictions. Veuillez préciser _____

Une approbation est-elle nécessaire?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Aucune approbation n'est nécessaire
 Une approbation de l'autorité budgétaire centrale est préalablement nécessaire
 Une approbation du parlement est préalablement nécessaire
 Une approbation de l'autorité budgétaire centrale est nécessaire par la suite
 Une approbation du parlement est nécessaire par la suite
 Autre, veuillez préciser _____

52. Le gouvernement dispose-t-il du pouvoir de supprimer/annuler une dépense après que le budget ait été adopté par le parlement??

Est-ce possible?

- Non
 Oui, sans restrictions
 Oui, avec certaines restrictions. Veuillez préciser _____

Une approbation est-elle nécessaire?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Aucune approbation n'est nécessaire
 Une approbation de l'autorité budgétaire centrale est préalablement nécessaire
 Une approbation du parlement est préalablement nécessaire
 Une approbation de l'autorité budgétaire centrale est nécessaire par la suite
 Une approbation du parlement est nécessaire par la suite
 Autre, veuillez préciser _____

53. Les ministres, sous leur responsabilité, sont-ils autorisés à réallouer/redéployer les dotations d'une ligne budgétaire à une autre?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Non
 Oui, sans restrictions
 Oui, avec certaines restrictions. Veuillez préciser _____
 Avec l'approbation du parlement
 Avec l'approbation du ministre des finances

Veuillez préciser toute restriction/limite pouvant s'appliquer

54. Les ministres sont-ils autorisés à reporter d'une année sur l'autre les fonds ou dotations inutilisés?

a. Dépenses de fonctionnement

- Non
- Oui, sans restrictions
- Oui, avec certaines restrictions. Veuillez préciser _____
- Avec l'approbation du parlement
- Avec l'approbation du ministre des finances

b. Investissements

- Non
- Oui, sans restrictions
- Oui, avec certaines restrictions. Veuillez préciser _____
- Avec l'approbation du parlement
- Avec l'approbation du ministre des finances

c. Transferts/subventions

- Non
- Oui, sans restrictions
- Oui, avec certaines restrictions. Veuillez préciser _____
- Avec l'approbation du parlement
- Avec l'approbation du ministre des finances

Veuillez préciser toute restriction/limite pouvant s'appliquer

55. Les ministres/organismes gouvernementaux sont-ils autorisés à prélever par anticipations sur les dotations futures?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

Dépenses de fonctionnement	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, sans approbation <input type="checkbox"/> Oui, sans approbation mais avec une sous limite spécifique <input type="checkbox"/> Oui, avec approbation du parlement <input type="checkbox"/> Oui, avec approbation de l'autorité budgétaire centrale <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser _____
Investissements	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, sans approbation <input type="checkbox"/> Oui, sans approbation mais avec une sous limite spécifique <input type="checkbox"/> Oui, avec approbation du parlement <input type="checkbox"/> Oui, avec approbation de l'autorité budgétaire centrale <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser _____
Transferts, subventions, etc.	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, sans approbation <input type="checkbox"/> Oui, sans approbation mais avec une sous limite spécifique <input type="checkbox"/> Oui, avec approbation du parlement <input type="checkbox"/> Oui, avec approbation de l'autorité budgétaire centrale <input type="checkbox"/> Autre, veuillez préciser _____

Lois de finances rectificatives

56. Durant l'année fiscale, quelle est la fréquence de publication des informations sur les recettes et dépenses en cours?

[MENU DÉROULANT: Hebdomadaire; Mensuelle; Trimestrielle; Semestrielle; Annuelle; Sur une base ad hoc; Aucune; Autre, veuillez préciser_____]

57. Peut-il y avoir un dépassement avant que les lois de finances rectificatives/budget ne soient adoptés par le parlement?

- Non
- Oui, il n'y a pas de limites de dépassements sans l'approbation du parlement
- Oui, mais jusqu'à une certaine limite, veuillez préciser_____
- Oui, mais uniquement pour les dépassements obligatoires
- Autre, veuillez préciser _____

Veuillez fournir toute information complémentaire dans l'encadré

58. Combien de lois de finances rectificatives ou lois de dotations ont été présentées les deux dernières années?

La dernière année fiscale

[MENU DÉROULANT: Aucune, Une, Deux...Plus de 20]

L'année fiscale précédente

[MENU DÉROULANT: Aucune, Une, Deux...Plus de 20]

59. Quels sont les principaux facteurs ayant exigé des lois de finances rectificatives?

VEUILLEZ COCHER LES TROIS FACTEURS LES PLUS IMPORTANTS

- Obligation légale pour lois de finances rectificatives
- Toilettage budgétaire de fin d'année
- Toilettage budgétaire de l'année précédente
- Modification des prévisions économiques entraînant une baisse des recettes/hausse des dépenses
- Catastrophe naturelle
- Urgences spécifiques
- Nouvelles initiatives de politiques économiques
- Transfert entre dotations budgétaires (sans augmentation nette)
- Approbation de reports de crédits d'un exercice budgétaire au suivant
- Annulation de crédits
- Autre, veuillez préciser_____

60. Durant la dernière année fiscale, quel a été le pourcentage des dépenses inscrites dans les lois de finances rectificatives par rapport au total des dépenses prévues dans le budget initial?

Veuillez fournir une estimation du pourcentage par rapport au montant total des dépenses prévues
ENCADRE

Veuillez indiquer ci cela a engendré une augmentation ou une diminution du total des dépenses

- Augmentation du total des dépenses
- Diminution du total des dépenses

61. La loi de finances annuelle prévoit-elle un fonds central de réserve pour faire face à des dépenses imprévues?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

Veillez indiquer le pourcentage de ce fonds par rapport au budget

		Pourcentage du fonds par rapport au budget
<input type="checkbox"/>	Non	
<input type="checkbox"/>	Oui, afin de faire face à des dépenses imprévues	%
<input type="checkbox"/>	Oui, afin de financer les nouvelles initiatives politiques	%
<input type="checkbox"/>	Oui, afin de faire face aux erreurs dans les prévisions macroéconomiques et autres hypothèses liées au budget	%
<input type="checkbox"/>	Autre, veuillez préciser _____	%

CINQUIÈME PARTIE: MÉCANISMES DE COMPTABILITÉ ET AUDIT

Normes et bases des mécanismes comptables

62. Sur quelle base les éléments suivants sont-ils présentés au parlement?

	Budget	État financier(*)
Crédits basés sur les paiements (incluant les crédits basés sur des obligations) <i>recettes et coûts sont comptabilisés lorsque les transactions ont lieu</i>	<i>Veillez indiquer le pourcentage par rapport au total des dépenses basées sur les paiements et inscrites au budget</i>	<i>Veillez indiquer le pourcentage par rapport au total des dépenses basées sur les paiements et inscrites au budget</i>
Crédits basés sur les droits constatés <i>Coûts et revenus sont déterminés lorsque recettes et coûts sont engagés</i>	<i>Veillez indiquer le pourcentage par rapport au total des dépenses basées sur les droits constatés et inscrites au budget</i>	<i>Veillez indiquer le pourcentage par rapport au total des dépenses basées sur les droits constatés et inscrites au budget</i>
Autre, veuillez préciser _____	<i>Veillez indiquer le pourcentage par rapport au total des dépenses basées sur cette base et inscrites au budget</i>	<i>Veillez indiquer le pourcentage par rapport au total des dépenses basées sur cette base et inscrites au budget</i>

(*) *SI L'ÉTAT FINANCIER EST À LA FOIS SUR LA BASE DES PAIEMENTS ET SUR LA BASE DES DROITS CONSTATÉS, VEUILLEZ INDIQUER 100% DANS CHACUNE DES CASES*

Veillez fournir toute information complémentaire

--

63. Comment les normes comptables techniques pour le budget et autres documents associés et les normes comptables techniques pour les états financiers sont-elles déterminées?

	Budget	État Financier
Le ministère des finances ou l'autorité budgétaire centrale détermine les normes en suivant les recommandations d'un organisme de conseil établi par la loi	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le ministère des finances ou l'autorité budgétaire centrale nomme un organisme indépendant pour déterminer les normes qui doivent être utilisées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le ministère des finances ou l'autorité budgétaire centrale détermine les normes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un organe de normalisation comptable du secteur privé détermine les normes (les entités publiques suivent les normes comptables applicables au secteur privé)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre, veuillez préciser _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

64. Existe-t-il un système pour tarifer les biens et les services fournis par un organisme gouvernemental à un autre?

- Non
 Oui, et il est utilisé dans une large mesure
 Oui, et il est utilisé dans une certaine mesure
 Oui, mais il n'est utilisé que dans une petite mesure, Veuillez préciser _____
 Autre, veuillez préciser _____

65. De manière générale, les gestionnaires des organismes gouvernementaux peuvent-ils conserver le produit des économies résultant d'une meilleure efficacité qui leur est imputable pour engager d'autres dépenses?

Ceci ne concerne que les organismes sous tutelle ministérielle et le produit des économies se réfère à la ligne budgétaire des dotations. Un exemple serait une agence ou organisme responsable de la sécurité alimentaire réemployant les fonds économisés dans le but de réorganiser ses activités

- Non
 Oui, sans restrictions
 Oui, avec certaines restrictions, veuillez préciser _____
 Autre, veuillez préciser _____

Systemes d'audit

66. Les ministères possèdent-ils des unités d'audit internes?

- Non
 Oui

Si oui, quelle proportion des ministères dépensiers possèdent des unités internes d'audit?
 [MENU DÉROULANT: non applicable; 0-20%; 21-40%; 41-60%; 61-80%; 81-100%]

Sont-ils prévus par la loi?

- Non
 Oui
 Autre, veuillez préciser _____

Veuillez fournir toute information complémentaire dans l'encadré

67. Quel pourcentage des dépenses budgétaires annuelles du gouvernement central est dédié à des

contrôles sur les résultats et le bon usage de l'argent public par l'instance suprême d'audit?

- a. *Veillez indiquer le nombre approximatif de rapports de contrôles de résultats publiés chaque année*
- b. *Veillez indiquer le pourcentage des dépenses budgétaires du gouvernement central dédié aux contrôles sur les résultats*
- c. *Veillez donner un exemple d'un contrôle sur les résultats et, si possible, fournir une URL pour son obtention*

68. Selon les dispositions légales établies, à quel organe l'instance suprême d'audit fournit-elle ses rapports?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Le Président
- Le Premier Ministre
- Le cabinet
- Le pouvoir judiciaire
- Le parlement
- La commission budgétaire parlementaire
- Une commission parlementaire spécialisée en contrôles et audits, par exemple la commission des comptes
- Les commissions parlementaires sectorielles correspondants (santé, éducation etc.)
- Autre, veuillez préciser _____

69. Les conclusions de l'instance suprême d'audit sont-elles du domaine public?

- Oui, toujours
- Oui, dans la plupart des cas mais avec certaines exceptions (exemple audits militaires).
Veillez préciser _____
- Rarement
- Jamais
- Autre, veuillez préciser _____

70. Quand les comptes contrôlés par l'instance suprême d'audit sont-ils accessibles au public?

[MENU DÉROULANT: De 1 à 12 mois après la fin de l'année fiscale; plus de 12 mois après la fin de l'année fiscale; ils ne sont pas du domaine public]

CINQUIÈME PARTIE: INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS

Types d'informations sur les résultats

71. Quels types d'informations sur les résultats sont fournies pour apprécier les résultats non financiers du gouvernement?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Aucun
- Objectifs de performance
- Mesures de performance
- Rapports d'évaluation (par exemple rapports des programmes, rapports sectoriels, rapports d'efficacité en terme de coûts)
- Une analyse comparative (*benchmarking*)
- Autre, veuillez préciser _____

72. Quels types d'évaluations sont commissionnées et/ou dirigées par les institutions suivantes?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

	Autorité budgétaire centrale	Ministère des finances	Ministères dépendants	Instance suprême d'audit	Parle ment	Autre
Examen des programmes en cours	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pré post examen des programmes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Examen de nouvelles initiatives ou programmes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Examens sectoriels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Efficacité et/ou efficacité des coûts des examens	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Aucune	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si autre, veuillez préciser _____

73. Quels types de mesures de performance non financières ont été développées par le gouvernement central?

a. Mesures des produits

- Non
- Oui

*Veuillez fournir une estimation des mesures des produits
Veuillez indiquer deux exemples de mesures des produits*

b. Mesure des résultats

- Non
 Oui

*Veillez fournir une estimation des mesures des résultats
Veillez indiquer deux exemples de mesures des résultats*

c. Autres mesures de performance non financières

- Non
 Oui

*Veillez fournir une estimation de ces mesures
Veillez indiquer deux exemples de ces mesures*

74. Quelle année, le gouvernement a-t-il pris l'initiative d'établir d'importantes mesures de performance (produits et/ou résultats)?

Veillez indiquer l'année où le gouvernement a pris l'initiative d'établir d'importantes mesures de performance

75. Combien le budget compte-t-il approximativement d'objectifs de performance?

[VEUILLEZ INDIQUER UN CHIFFRE]

Veillez fournir une estimation du pourcentage des dépenses particulièrement liées aux objectifs de performance

[MENU DÉROULANT: NON INCLUS, 1-10%, 11-20%, ..., 91-100%]

76. Les dépenses sont-elles liées aux objectifs ou but de la performance?

[MENU DÉROULANT: Non; Oui, 0-20% des dépenses; Oui, 21-40% des dépenses; Oui, 41-60% des dépenses; Oui, 61-80% des dépenses; Oui, 81-100% des dépenses]

Veillez fournir, le cas échéant, un exemple d'un tel objectif ou but de la performance

77. Qui est responsable de fixer les objectifs de performance?

	Officiellement	En pratique
	La principale responsabilité repose sur COCHEZ UNE SEULE CASE	Les participants les plus actifs sont PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES
Personne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le Premier Ministre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le Président	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cabinet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le ministre concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le ministère des finances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le plus haut fonctionnaire du ministère concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le ministre des finances conjointement avec le ministère concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le parlement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une organisation internationale, veuillez préciser _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre, veuillez préciser _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

78. Qui est responsable de la réalisation des objectifs de performance?

VEUILLEZ COCHER UNE CASE

- Personne
- Le Président
- Le Premier Ministre
- L'autorité budgétaire centrale
- Le ministre concerné
- Le plus haut fonctionnaire du ministère concerné
- Autre, veuillez préciser _____

79. Qui est responsable de la réalisation des objectifs de performance lorsque ceux-ci transcendent les frontières des organisations administratives

- Personne
- L'un des ministres concernés
- Tous les ministres concernés
- Le plus haut fonctionnaire dans l'une des organisations concernées
- Le plus haut fonctionnaire dans chacune des organisations concernées
- Autre, veuillez préciser _____

80. Si les ministères/organismes gouvernementaux doivent présenter un rapport comparant les objectifs à la performance, à quel organe présentent-ils leur rapport?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Non applicable, il n'y a pas d'objectifs
- Pas de rapport nécessaire
- En interne par le ministère/organisme gouvernemental concerné
- Ministère de tutelle
- Autorité budgétaire centrale
- Le cabinet du Président
- Le cabinet du Premier Ministre
- le cabinet
- Le parlement
- L'instance suprême d'audit
- Autre, veuillez préciser _____

81. Le rapport comparant les objectifs à la performance est-il souvent présenté au parlement?

- Non, il n'est jamais présenté
- Non, il n'est présenté que sur une base ad hoc
- Oui, il est présenté dans un rapport gouvernemental complet qui n'est pas rattaché au budget
- Oui, il est présenté dans un rapport gouvernemental complet rattaché au budget
- Oui, il est intégré aux documents financiers annuels
- Oui, il est intégré aux principaux documents budgétaires annuels
- Oui, chaque ministère prépare des rapports de performance rattachés au budget
- Autre, veuillez préciser _____

82. Le rapport comparant les objectifs à la performance est-il du domaine public?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES

- Non, il n'est pas accessible au public
- Oui, un rapport gouvernemental complet est publié
- Oui, les ministères publient leur rapports de performance individuellement
- Oui, rattaché aux documents gouvernementaux
- Oui, rattaché aux documents particuliers des ministères
- Oui, dans sur un site web dédié. Veuillez indiquer son URL _____
- Autre, veuillez préciser _____

L'application des informations de résultats dans les prises de décisions du gouvernement

83. Les informations de résultats font-elles partie des discussions/négociations budgétaires entre l'autorité budgétaire centrale et les ministères dépensiers?

a. Rapports d'évaluation

- Non
- Oui

Si oui, pouvez-vous indiquer la proportion de ministères avec lesquels les rapports d'évaluation sont utilisés comme base de négociations?

[MENU DÉROULANT: Aucun; jusqu'à 20 %; 21-40%; 41-60%; 61-80%; 81-100%]

b. Rapports comparant les objectifs à la performance

- Non
- Oui

Si oui, pouvez-vous indiquer la proportion de ministères avec lesquels les rapports comparant les

objectifs à la performance sont utilisés comme base de négociations?

[MENU DÉROULANT: Aucun; jusqu'à 20 %; 21-40%; 41-60%; 61-80%; 81-100%]

84. De quelle manière les informations de résultats sont généralement utilisées par les deux acteurs suivants?

VEUILLEZ COCHER LES TROIS PLUS IMPORTANTS

	Autorité budgétaire centrale	Ministères dépensiers
Pas d'impact sur les prises de décisions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Répartition des ressources entre les ministères/agences	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Répartition des ressources entre les programmes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Répartition des ressources au sein des programmes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justification des répartitions existantes entre les activités/programmes particuliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Suppression de dépenses	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Forcer les changements dans les programmes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Elaboration des objectifs pour l'année suivante	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Gestion des programmes/agences	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre, veuillez préciser _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

85. Si les objectifs de performance ne sont pas réalisés, dans quelle mesure les conséquences suivantes sont-elles déclenchées?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES, Veuillez préciser la fréquence de ces conséquences

	Presque jamais	Rare ment	Quelques fois	Souvent	Presque toujours
	0-20%	21-40%	41-60%	61-80%	81-100%
Le programme est éliminé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les programmes/activités subissent une surveillance plus accrue dans le futur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le budget du ministère responsable subit des conséquences négatives (par exemple une diminution du budget)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le salaire du plus haut fonctionnaire du ministère/entité responsable subit des conséquences négatives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les opportunités professionnelles du plus haut fonctionnaire du ministère/entité responsable subissent des conséquences négatives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre, veuillez préciser_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

86. Si les évaluations indiquent une faible performance, dans quelle mesure les conséquences suivantes sont-elles déclenchées?

Plusieurs choix possibles. Veuillez préciser la fréquence de ces conséquences

	Presque jamais	Rare ment	Quelques fois	Souvent	Presque toujours
	0-20%	21-40%	41-60%	61-80%	81-100%
Le programme est éliminé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les programmes/activités subissent une surveillance plus accrue dans le futur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le budget du ministère responsable subit des conséquences négatives (par exemple une diminution du budget)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le salaire du plus haut fonctionnaire du ministère/entité responsable subit des conséquences négatives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les opportunités professionnelles du plus haut fonctionnaire du ministère/entité responsable subissent des conséquences négatives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre, veuillez préciser_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

87. Avec quelle fréquence les acteurs suivants utilisent-ils les informations de résultats dans leur prises de décisions budgétaires?

	Presque jamais 0-20%	Rare ment 21-40%	Quelques fois 41-60%	Souvent 61-80%	Presque toujours 81-100%
Le Président	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le Premier Ministre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cabinet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le ministre des finances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L'autorité budgétaire centrale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le ministre responsable au sein du ministère/entité supposé établir un objectif de performance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les membres de la commission budgétaire parlementaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les membres des commissions sectorielles au sein du parlement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre, veuillez préciser_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

88. Lorsque la comparaison objectifs et performance est utilisée par l'autorité budgétaire centrale lors du processus d'établissement du budget, comment est-elle utilisée et avec quelle fréquence?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES ET VEUILLEZ INDIQUER LA FRÉQUENCE

	Presque jamais	Rare ment	Quelques fois	Souvent	Presque toujours
	0-20%	21-40%	41-60%	61-80%	81-100%
La comparaison performance et objectifs est utilisée pour déterminer les répartitions budgétaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
La comparaison objectifs et performance est activement utilisée conjointement avec les informations sur la politique budgétaire et les priorités budgétaires pour informer mais pas pour déterminer les répartitions budgétaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
La comparaison objectifs et performance n'est pas utilisée pour les prises de décisions budgétaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre, veuillez préciser _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

89. Lorsque les résultats des évaluations sont utilisés par l'autorité budgétaire centrale lors du processus d'établissement du budget, comment sont-ils utilisés et avec quelle fréquence?

PLUSIEURS CHOIX POSSIBLES ET VEUILLEZ INDIQUER LA FRÉQUENCE

	Presque jamais	Rare ment	Quelques fois	Souvent	Presque toujours
	0-20%	21-40%	41-60%	61-80%	81-100%
La comparaison performance et objectifs est utilisée pour déterminer les répartitions budgétaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
La comparaison objectifs et performance est activement utilisée conjointement avec les informations sur la politique budgétaire et les priorités budgétaires pour informer mais pas pour déterminer les répartitions budgétaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
La comparaison objectifs et performance n'est pas utilisée pour les prises de décisions budgétaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre, veuillez préciser _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>